

Unité départementale de la Somme
12 rue du Maître du Monde
80 440 Glisy

Glisy, le 06/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE

BP70007 - 46 rue de Nesle
80190 MESNIL ST NICAISE

Références : 2022 – E30075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 MESNIL ST NICAISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été organisée dans le cadre de l'action régionale GEREP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE
- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 MESNIL ST NICAISE
- Code AIOT dans GUN : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société TSSE exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas, du fait des quantités de dihydrogène présentes sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale GEREP : air et Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GERP obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article / Annexe I		Sans objet
Déclaration GERP état	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7		Sans objet
Déclaration GERP données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. / 4		Sans objet
Déclaration GERP données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. / 4		Sans objet
Déclaration GERP installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article / Annexe II + art. 10.1		Sans objet
Déclaration GERP validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. / 5		Sans objet
Déclaration GERP validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. / 5		Sans objet
Déclaration GERP émissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. / 4		Sans objet
Déclaration GERP respect des VLE annuelles	Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article / 3.2.2.2.		Sans objet
Déclaration GERP prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. / 14		Sans objet
Déclaration GERP évolutions	Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article Art. / 9.2 généralement		Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploite réalise convenablement ses saisies dans GERP et les analyses indiquent aucun dépassement des valeurs limites d'émission annuelles.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à autorisation -ou soumis à enregistrement
Constats : Le site est à autorisation et donc soumis à déclaration GEREPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
Constats : La déclaration GEREPE a été correctement réalisée et validée par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : L'exploitant réalise une déclaration de ses rejets air et eau conformément à l'annexe II. Il déclare ses volumes d'eau prélevés ainsi que rejetés. Il effectue également une déclaration épandage. Les paramètres réglementés de l'AP sont déclarés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / données attendues si seuils dépassés année précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : Plusieurs polluants déclarés l'an passé dans les rejets aqueux en raison du dépassement du seuil ont bien été déclarés à nouveau cette année alors que la quantité émise était inférieure au seuil.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / installations de combustion > 20MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)
Prescription contrôlée : Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO ₂ , CH ₄ , N ₂ O, NO _x , SO _x et TSP. Art.10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions
Constats : L'installation comporte une installation de combustion de plus de 20 MW et déclare correctement les 6 paramètres prévus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / validité des données dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5
Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : Le nombre d'heures de fonctionnement des installations est mesurée et validée comptablement. Ce décompte est réalisé par grande installation, puis éclaté par appareil individuel. La consommation de gaz est mesurée par compteur au niveau des appareils et confrontée à la partie facturation. Les quantités dans les rejets airs sont déclarés à partir de données issues du calcul (sur la base de facteur d'émissions) et de mesures. Les facteurs d'émission sont issus soit de l'arrêté ministériel du 31 octobre 2012, soit de guides (SITEPA de 2013 et Ominea de 2021). L'exploitant indique une difficulté sur le choix du bon facteur à retenir en raison de la forte disparité des données. Sur la partie mesurée, ces mesures sont issues soit du suivi en continu, soit de mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance (par exemple pour les poussières qui ne font pas l'objet d'une surveillance en continu au sein d'une installation de combustion alimentée au gaz naturel).
Observations : L'arrêté ministériel du 31 octobre 2012 est abrogé. Il est remplacé par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2020. Celui-ci renvoie vers la base OMINEA pour la définition des facteurs d'émission comme référence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / validité des données dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : L'exploitant ne dispose que d'un rejet eau. Les données saisies sont issues de l'analyse en continu sur certains paramètres et des analyses certifiées COFRAC sur les paramètres restants. L'exploitant possède bien les résultats de ces analyses sur une période supérieure à 5 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / émissions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...)
Constats : L'exploitant a essentiellement connu des incidents accidentels (incendie sur des filtres à manche ou explosion de sécheurs) sur les dernières années. Lors de ces incidents, aucune évaluation ou mesure des quantités de polluants émises lors de l'incident n'a été réalisée, et aucune déclaration n'a donc été saisie dans GEREPE. Lors d'une émission accidentelle sur les rejets eau, celle-ci est intégrée au suivi classique 24 heures et aux données déclarées. Il n'y a donc pas de déclaration en parallèle des émissions accidentelles, celles-ci étant complexes à isoler du reste des émissions.
Observations : L'exploitant veillera à évaluer les polluants émis lors d'un incident pour les intégrer à GEREPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / respect des VLE annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions)
Prescription contrôlée : « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs annuelles fixées par le présent arrêté ».
Constats : Il n'a pas été constaté de dépassement des VLE. Les VLE annuelles sur les rejets air sont actuellement en cours de refonte en raison du dossier de réexamen IED actuellement en cours de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement)
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).
Constats : La limite de prélèvement annuelle en eau est bien respectée. Les prélèvements sont toujours réalisés dans les 4 forages présents dans l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / évolutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article Art. 9.2 généralement
Thème(s) : Risques chroniques, Air et eau
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2 , notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
Constats : L'exploitant a mis en place des process permettant de détecter et d'analyser rapidement une dérive. Concernant les rejets eau, il dispose d'un fichier de suivi journalier. Celui-ci est analysé lors de point chaque matin, et en cas de dérive, des actions correctives sont immédiatement réalisées. Dans le cas de pollutions importantes détectées dans le suivi en continu, le site dispose d'une procédure permettant de tamponner les eaux en bassin d'orage (avec une capacité de tamponnement d'une journée) afin de permettre la mise en sécurité des installations. Concernant les rejets airs, les paramètres sensibles sont suivis en continu, avec des sondes doublées sur des équipements sensibles comme le sécheur, et des automates déclenchent l'arrêt de l'installation dès qu'un dépassement est détecté. Sur la partie combustion, le rythme usine est également suivi au niveau de la turbine afin de s'assurer qu'elle soit correctement chargée. En cas de baisse importante du rythme, l'alimentation est basculée sur les chaudières de secours, entraînant potentiellement un dépassement limité à l'arrêt de la turbine (période OTNOC).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet